

Je me trouve devant vous, cet après-midi, afin de répondre ou d'essayer de répondre à toute question que vous auriez à poser au sujet des prévisions budgétaires de mon Ministère. Les quelques observations que je ferai en matière d'introduction seront donc très brèves.

Lorsque j'ai paru en Comité, l'année dernière, pour la discussion du budget, le Ministère se trouvait dans une situation budgétaire extrêmement difficile. Nous avons dû fermer certaines missions, le recrutement d'agents était interrompu, des coupes étaient effectuées dans le personnel de nos missions à l'étranger. Le Ministère était critiqué de toutes parts, son rôle même, ses fonctions et son avenir étaient mis en doute. Face à toutes ces adversités, le moral du personnel était bas.

A partir de ce point critique, nous avons fait d'énormes progrès. Deux missions ont été ouvertes, auprès de la République populaire de Chine et auprès du Vatican. Dans l'année en cours, nous ouvrirons une mission en Algérie. L'ouverture d'une mission en Zambie, à laquelle je sais que le Comité s'intéresse particulièrement, est à l'étude; et des plans sont en cours pour l'institution d'une mission d'observateurs permanents auprès de l'OEA à Washington. La création de missions n'est pas un but en soi, ni un signe important de progrès, mais dans tous les cas, le but recherché est de servir les objectifs et intérêts essentiels du Canada.

Nous recrutons de nouveau des agents pour le Ministère. Beaucoup de nos missions à l'étranger continuent de manquer de personnel, leurs ressources étant mises à contribution jusqu'à l'extrême limite. La réorganisation du Ministère et les mesures prises en vue d'une meilleure intégration de l'ensemble du service extérieur apporteront, avec le temps, une solution à ce problème. Je crois savoir que M. Ritchie a fait un rapport détaillé de ces changements d'organisation au Comité.

Le moral à l'intérieur du Ministère s'est, je crois, beaucoup amélioré. La publication de l'étude de politique étrangère en juin dernier a donné au Ministère un mandat très précis de la part du Gouvernement et a redéfini sa voie. Ce mandat, à son tour, a donné aux agents du Ministère le sentiment de leur importance et l'occasion de se rendre compte qu'ils pouvaient encore une fois servir leur pays. Le document "Politique étrangère au service des Canadiens" a reçu un accueil équivoque de la part du public; le contraire eut été, certes, assez étonnant. Il a encouragé, entre le Ministère, ses amis et ses critiques, un dialogue dont tous ont bénéficié. Dans les audiences qu'il a tenues au sujet de l'étude générale, le Comité a fourni un important apport à ce dialogue.

En me préparant à paraître devant vous cet après-midi, j'ai réfléchi sur la manière dont l'orientation politique indiquée dans l'Etude est mise en oeuvre. J'aimerais soumettre quelques brèves observations qui démontreront que les documents de politique étrangère ne sont pas un exercice purement académique mais plutôt une réalité effective dont s'inspire notre travail.